

BILAN 2025 DE L'EMPLOI AU QUÉBEC – Institut du Québec**VERS UN NOUVEAU RAPPORT DE FORCE ENTRE EMPLOYEUR ET EMPLOYÉ**

Montréal, le 19 février 2026. Depuis 2023, le ralentissement économique et l'immigration accrue ont intensifié la compétition entre les travailleurs, favorisant ainsi les employeurs sur le marché de l'emploi. Malgré les tensions commerciales et l'incertitude, le Québec a tout de même évité les mises à pied massives et une précarisation plus marquée des travailleurs en 2025. C'est notamment ce que révèle la [10^e édition du bilan de l'emploi](#) publié aujourd'hui par l'Institut du Québec. Un renversement des forces est toutefois anticipé pour les années à venir : **le déclin du nombre de personnes en âge de travailler pourrait bien faire basculer le pouvoir du côté des travailleurs au Québec.**

Les tarifs américains : pas de catastrophe pour l'emploi

Malgré la guerre tarifaire, l'impact sur l'emploi en 2025 s'est avéré pour l'ensemble du Québec bien moins grave qu'anticipé. Tout comme les années précédentes, les candidats sont demeurés plus nombreux sur le marché du travail que les postes à pourvoir (ratio de **2,5**). Même le niveau d'emploi du secteur manufacturier québécois, pourtant principal exportateur vers les États-Unis, est resté stable (**+0,4 %**) entre décembre 2024 et décembre 2025. En revanche, certains secteurs économiques plus dépendants du marché américain – notamment, la fabrication de vêtements, le forestier et le cinéma – en ont davantage fait les frais : l'emploi y a chuté de **5,1 %**.

« Cette relative résilience s'explique par des tarifs moins élevés que prévu et une diversification des marchés pour certains exportateurs, mais surtout par une réticence des employeurs à licencier dans un contexte où des pénuries de main-d'œuvre persistent dans certaines régions, explique Emna Braham, présidente-directrice générale de l'IDQ. Malgré un repli observé depuis la pandémie, le marché du travail québécois reste le plus tendu au Canada, avec à peine un chômeur par poste vacant dans des régions comme l'Abitibi-Témiscamingue. Si bien qu'à ce jour, seulement **0,1 %** des manufacturiers québécois prévoient recourir aux licenciements en réponse aux tarifs américains. »

Un point de bascule démographique

Si l'économie du Québec subit les contrecoups de la guerre commerciale, son marché de l'emploi est toutefois surtout façonné par sa démographie en déclin. Ainsi, les politiques d'immigration plus restrictives et le vieillissement de la population y ont limité la croissance du bassin de travailleurs à seulement **+ 30 600** personnes entre décembre 2024 et décembre 2025. C'est d'ailleurs ce qui explique pourquoi même une création d'emplois plutôt modeste (**+ 3,1 %** dans le secteur public, **- 0,2 %** dans le secteur privé) a malgré tout permis de stabiliser le taux de chômage, demeuré quasi inchangé entre décembre 2024 (**5,5 %**) et décembre 2025 (**5,3 %**).

Un phénomène qui s'intensifiera par ailleurs entre 2026 et 2029 : **la population en âge de travailler déclinera alors pour la première fois au Québec depuis plus d'un siècle.** Ce recul historique pourrait faire basculer le rapport de force en faveur des travailleurs qui se feront plus rares. « Si bien qu'au cours des prochaines années, même une création d'emplois modeste pourrait suffire à maintenir un taux d'emploi stable, précise Emna Braham, c'est dire à quel point la création d'emplois n'est définitivement plus un indicateur de vigueur économique. »

L'IA n'a pas (encore) remplacé les travailleurs

En 2025, l'Intelligence artificielle (IA) continuait d'inquiéter : remplacera-t-elle les travailleurs et réduira-t-elle leur pouvoir de négociation? Les données suggèrent que les jeunes pourraient être particulièrement vulnérables. Par exemple, dans le secteur des technologies de l'information – où de nombreuses tâches sont susceptibles d'être automatisées – le nombre d'emplois occupés par les moins de 30 ans a **chuté de 10 500 postes** depuis l'arrivée de ChatGPT en novembre 2022, alors qu'il a augmenté chez les travailleurs expérimentés.

« Cependant, comme l'intégration accrue de l'IA a coïncidé avec d'autres phénomènes tels que le ralentissement économique ou encore l'abolition des crédits d'impôts pour l'industrie des jeux vidéo, difficile de n'imputer qu'à l'IA cette plus grande difficulté qu'éprouvent actuellement les jeunes à se trouver un emploi, nuance Anthony Migneault, économiste principal. En revanche, des enquêtes sur les intentions des entreprises face à l'IA laissent présager certains bouleversements. Notamment, les secteurs de l'information et de la culture (télécommunications, édition, cinéma) se disent fortement intéressés à adopter l'IA et à automatiser les tâches humaines. En parallèle, bien que les services professionnels (gestion, comptabilité, architecture) manifestent un vif intérêt pour l'IA, ils n'ont pas pour autant l'intention de supprimer des postes. »

À l'autre bout du spectre, d'autres domaines comme l'hébergement, la restauration et la construction ne témoignent pas d'un grand intérêt envers l'automatisation. Ces secteurs, qui **embauchent près d'un travailleur québécois sur deux**, semblent pour l'instant largement préservés de cette transformation.

Tensions sociales en hausse

Bien que le marché de l'emploi semble avoir davantage favorisé les employeurs que les travailleurs au cours de l'année 2025, les salaires ont tout de même progressé plus vite que l'inflation, indiquant que les employés ont néanmoins conservé un certain pouvoir de négociation. Cette hausse a été beaucoup plus marquée dans le secteur public (**+7,5 % entre décembre 2024 et décembre 2025**) que dans le secteur privé (**+3,6 %**), reflétant un certain effet de rattrapage : après avoir accusé un retard sur l'inflation jusqu'à la fin 2024, les salaires dans le secteur public ont bondi en 2025 avec l'entrée en vigueur de nouvelles conventions collectives.

Ces ajustements ont généré d'importantes tensions sociales se traduisant par 1,3 million de jours-personnes perdus en arrêts de travail en 2025, principalement dans le secteur public (67 %). « Ces différends s'expliquent en partie par un décalage entre les attentes des diverses parties, soutient Emna Braham. D'un côté, les employés réclament un rattrapage face à l'inflation et une amélioration de leurs conditions de travail. De l'autre, les employeurs du secteur privé voient ainsi leurs coûts d'exploitation exploser sans nécessairement gagner en productivité alors que le secteur public doit sérieusement freiner les dépenses pour rectifier les dépassements budgétaires des dernières années. »

Téléchargez le rapport : [Bilan 2025 de l'emploi au Québec : Un nouveau rapport de force](#)

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère. www.institutduquebec.ca | @InstitutduQC

Source

Liette D'Amours
Responsable des relations avec les médias
514 649-2347 – liette.damours@comredac.com